

Le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE
Administration : PIERRE MUALDES
9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Le "Grand Parti" Radical
et Radical-Socialiste
est réuni, en Congrès, à Bordeaux

Les démagogues de la Démocratie
annoncent que, de ce Congrès, vont
sortir de graves décisions.
Tout est possible, même cela.
Et après ?... puisque, comme tou-
jours, ces décisions resteront inap-
pliquées...
POLITIQUES !

QUATRE LIBERTAIRES ESPAGNOLS sont menacés d'extradition

Les demandes d'extradition formulées
par les gouvernements espagnol et argentin sont inspirées
de mobiles politiques

On se souvient de l'arrestation de quatre camarades espagnols : Ascaso, Durutti, Jover et Alamar, accusés, un moment, d'avoir préparé un attentat contre le roi d'Espagne, lors de son dernier voyage à Paris.

L'accusation de complot et d'association de malfaiteurs, un instant retenue, a dû être abandonnée. En dépit des efforts des polices espagnoles et argentes, M. Villet, juge d'instruction, devant l'absence absolue de preuves, a dû rendre une ordonnance de non-lieu.

C'est donc, sous la seule inculpation de port d'armes prohibées et d'infraction à la loi sur les étrangers que ces anarchistes ont comparu devant le tribunal correctionnel. On lira plus loin le compte rendu des débats.

Des condamnations prononcées, il résulte que ces hommes ne sont point les farouches bandits dépeints par les rapports de police d'Espagne et d'Argentine.

Mais si les polices de ces pays n'ont pu obtenir des magistrats de la onzième chambre une condamnation sévère, elles n'ont pas, pour cela, abandonné leur proie. Elles demandent instamment que ces libertaires leur soient livrés.

Naturellement, leur demande ne peut se baser sur des considérations d'ordre politique ; aussi, chacun de ces hommes est-il chargé d'un crime de droit commun. Et ces crimes, les voici :

D'après la police argentine, Ascaso, Durutti et Jover seraient coupables d'avoir attaqué et pillé la banque de San Martin. Or, les rapports de police sont, à ce sujet, extrêmement laconiques. Ils disent simplement : Ascaso, Durutti, Jover *pourraient bien être les auteurs du sac de la banque de San Martin*. Et c'est tout. Est-ce suffisant pour justifier une extradition ? Nous posons la question.

Mais il y a autre chose que, peut-être, le Gouvernement français ignore. Immédiatement après l'arrestation, à Paris, des anarchistes espagnols, la police argentine fit arrêter, à Buenos-Ayres, une dizaine de leur soi-disant complices ; or, depuis, toutes les personnes arrêtées ont dû être relâchées. Naturellement, toute cette répression s'est exercée uniquement sur des *anarchistes*. Et l'arbitraire était si flagrant, que CRICCA, un des plus grands journaux argentins, écrivait dans son numéro du 7 juillet :

« Nous ne pouvons accorder aucun crédit aux bruits extraordinaires répandus par la police. Ce prétendu complot ne peut être qu'une machination policière qui devait être l'aboutissement des mystérieuses conférences tenues ces jours derniers. »

« Ainsi nous découvrons les fils de la trame qui doit permettre la persécution et l'arrestation d'hommes connus pour leurs idées avancées. »

Sur cette question, il y a encore mieux.

Le chef de la police argentine — notez bien ceci — a lui-même déclaré à la Presse : « Etant donné l'absence de preuves, il est probable que le Gouvernement français refusera les permis d'extrader ; mais, en raison des bons rapports qui unissent à celui d'Argentine, il est probable qu'il finira par donner son consentement, car il peut être assuré que nous sommes tous disposés à lui accorder la « RÉCIPROCITÉ. »

Cette déclaration était publiée dans *Critica* du 7 juillet dernier.

Elle permet de juger ce que vaut cette demande d'extradition.

Voici maintenant ce que dit l'Espagne, dans l'espoir de justifier la demande d'extradition qu'elle introduit contre des ennemis politiques notoire :

Alamar, serait un des auteurs de l'assassinat du bourreau de Saragosse. Or, à l'époque de ce meurtre, Alamar était en prison en Espagne, à cause précisément de son activité politique.

Les avocats M^{rs} Berthon et Torres sont en mesure de faire la preuve de ces faits. Ascaso est accusé d'être un des auteurs de l'attentat dans lequel le cardinal de Saragosse trouva la mort. Mais les preuves sont tellement insuffisantes, que tout le monde se souvient des protestations unanimes que provoqua dans le monde entier la condamnation, à ce sujet, de Rafael Torrès Escarlin, co-accusé d'Ascaso.

Ce meurtre politique, resté insuffisamment vengé, malgré la condamnation à mort de Torrès Escarlin, est la seule raison qui explique la demande du Gouvernement espagnol.

Durutti, qui s'est courageusement flatté d'avoir voulu enlever le roi, pour provoquer la révolution en Espagne, est réclamé

pour le sac de la banque d'Espagne à Gijón. Mais là, la raison d'Etat de la demande d'extradition est trop grossièrement masquée. Durutti, d'ailleurs, fournira les preuves de sa présence en France au moment du vol de Gijón. Au surplus, le rôle du Gouvernement français, en l'occurrence, est d'exiger des preuves et non de s'en référer à de simples affirmations basées sur de louches rapports policiers.

Les régimes espagnols et argents étant particulièrement sévères pour tout ce qui représente une opposition sérieuse, les anarchistes, dans ces pays, étant pratiquement hors la loi, nous pensons que l'opinion publique d'un peuple libre, comme celui de France, où ces proscrits étaient venus chercher un asile-refuge, ne manquera pas de s'émouvoir devant la tragique situation de ces hommes.

Ceux-ci sont actuellement au Dépôt et sur le point d'être livrés à leurs bourreaux. Nous comptons sur tous les hommes non encore asservis pour revendiquer en cette circonstance le droit d'asile en faveur de ces révolutionnaires salement et systématiquement poursuivis.

L'extradition peut s'effectuer d'un moment à l'autre. Il faut donc agir tout de suite, de crainte qu'il ne soit trop tard.

C'est pourquoi l'Union anarchiste communiste et le Comité international de défense anarchiste demandent à tous d'organiser rapidement des meetings, de publier de vigoureuses protestations et d'adresser, des quatre coins du monde, au Gouvernement français, des télégrammes réclamant la libération des anarchistes arbitrairement détenus et qui risquent d'être mis demain à la disposition des polices espagnoles et argentes.

Agissons, agissons vite et fort. Sauvons nos camarades. Défendons le droit d'asile. Empêchons l'extradition de ces quatre vaillants compagnons.

Nous empêcherons cela !

Le grave danger qui pèse sur nos quatre compagnons : Durutti, Ascaso, Jover, Alamar, arrêtés lors de la ballade du macaque Alphonse, sera compris de tous les révolutionnaires.

L'extradition réclamée par les bourreaux d'Espagne et par le Gouvernement argentin ne doit pas, ne peut pas être sanctionnée par le Gouvernement français.

L'EXTRADITION, C'EST LA MORT POUR NOS AMIS.

Les desseins criminels des polices espagnoles et argentes seront déjoués. Nous empêcherons l'assassinat prémédité d'Ascaso, de Durutti, de Jover et de Alamar.

L'EXTRADITION NE SERA PAS. A cet effet, un VASTE MEETING se déroulera le lundi 25 octobre, aux SOCIÉTÉS SAVANTES.

Révolutionnaires ! vous ferez une propagande inlassable d'ici cette date pour que l'assistance ne puisse contenir dans la salle et déborde dans la rue.

L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE.
LE COMITÉ DE DÉFENSE INTERNATIONAL.

NOS FÊTES

C'est dimanche 7 novembre, en matinée, qu'aura lieu la première grande fête de la saison, au bénéfice de nos œuvres de propagande. Trois camarades du Comité d'initiative, en accord avec le Groupe théâtral, s'occupent activement pour donner à cette séance, à la fois récréative et éducative, tout l'éclat nécessaire.

Les compagnons qui ont assisté aux dernières représentations données par le Groupe théâtral ont pu se rendre compte de la conscience artistique des composants de ce groupement et des progrès acquis grâce à un travail sérieux et suivi.

Plusieurs pièces sont actuellement à l'étude, mais il manque quelques éléments hommes et femmes pour en permettre la représentation.

Que tous ceux et celles qui veulent contribuer à une œuvre de propagande aussi intéressante que celle à laquelle s'est consacré le Groupe théâtral se mettent en relation avec lui. Ils ou elles recevront un accueil fraternel et, le bon vouloir aidant, il sera possible de monter des pièces plus importantes que celles qui ont été jouées jusqu'ici.

Aux absurdités du café-concert, aux spectacles de décomposition bourgeoise, il sera enfin possible de substituer, à l'usage des compagnons et de leurs familles, des spectacles sains et variés. Pour cela, il est nécessaire de venir renforcer au plus vite le Groupe théâtral.

Les adhésions sont reçues aux répétitions, le vendredi 15, à 20 h. 30, chez H. Guérin, 34, rue Doudeauville, et vendredi 22, au Café des Deux-Hémisphères, 54, rue du Château-d'Eau. Hâtez-vous !

P. M.

Vers les 3.000 abonnés nouveaux

Le courant continue : il se maintient, mais ne grossit pas. Il se maintient, et c'est déjà quelque chose, mais il ne s'amplifie pas, et, pourtant, il faut absolument qu'il se développe rapidement et vigoureusement.

Le constat que la province marche, tandis que la région parisienne, et plus particulièrement Paris, ne suivent pas le mouvement.

J'en devine la raison. Le lecteur assidu du LIBERTAIRE, qui habite Paris ou la banlieue, se dit que chez son marchand de journaux il peut, chaque vendredi, à la première heure, en allant à son travail, se procurer son LIBERTAIRE et le lire, tandis que, s'il s'abonne, le LIBERTAIRE n'étant distribué par la poste qu'après son départ de chez lui, il ne pourra le lire que le soir en rentrant.

C'est vrai, il y a ce petit désagrément : simple petit retard.

Mais, le LIBERTAIRE n'étant pas, ne pouvant pas être un journal d'informations, ce camarade pourrait bien, sans inconvénient grave, attendre le vendredi soir pour le lire.

Il lui suffira de se souvenir que, en recevant son journal comme abonné, au lieu de l'acheter au numéro, il verse chaque fois un peu plus de 20 centimes au LIBERTAIRE.

Et puis, pourquoi ne l'achèterait-il pas quand même ?

Il aurait, ainsi, deux exemplaires : un qu'il pourrait collectionner et un qu'il distribuerait.

Allons, les lecteurs de Paris et de la banlieue, faites comme vos camarades de province : envoyez votre abonnement, et TOUT DE SUITE, à notre camarade Mualdes, administrateur du LIBERTAIRE.

| ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE » | | |
|-------------------------------|----------|----------|
| | France | Etranger |
| Un an | Fr. 22 » | 30 » |
| Six mois | 11 » | 15 » |
| Trois mois | 5 50 | 7 50 |

Chèque postal : Dolecourt 691.42, Paris.

PROPOS d'un PARIA

Il n'y a pas à dire, la mode est aux dictateurs. Les gens du Nouveau Siècle ont un peu les camelots d'« Action Française », chahutent éperdument en le baptisant de « Dictateur en bois ». Le jour est en trépas, et saindoux... L'ex « sans-patrie » de la Guerre sociale a le sien en baudruche piteusement et définitivement dégonflé. Certains rêvent de la vieille bademe de Morhanges et autres lieux pour assurer « l'ordre » dans ce pauvre pays de France.

D'autres même poussent l'incongruité jusqu'à penser à M. Tardieu, Poincaré ne leur suffisant pas !

« Le Dictateur » tient tête à la cabale, lisons-nous dans l'« Action Française », mais c'est à la Comédie des Champs-Élysées, et ce dictateur-là n'est suivant le mot de Victor Méry, qu'un dictateur en paille ou tout au moins d'opérette.

Dans les bouillottes, des chanteurs se taillent un succès en lançant d'une voix vibrante : « Marianne, marie-toi donc ». Avec qui ? Avec le dictateur, parbleu ! Quel est l'homme normalement constitué qui voudrait faire son épouse de cette vieille mégère ? Or, je sais bien qu'un Dictateur, ce n'est pas délicat, c'est nécessairement un homme taré que les scrupules n'embarrassent pas !

A la rigueur, pourrait-il employer sa peu ragoutante compagne à balayer la Chambre et à vider Thomas !

Mais en attendant que Marianne songe à faire une fin dans une moustiquade quelconque, ses nombreux souteneurs s'arrangent bien pour agir comme si c'était arrivé.

Nous ne sommes pas, quant à nous, plus pressés que cela d'aller à la noce. Car, si nous avons le droit de crever de faim, il nous reste encore la possibilité de dire, tout au moins en partie, tout haut ce que nous pensons. Et c'est une satisfaction qui a malgré tout sa valeur et que nous envient certainement les peuples qui « jouissent » des bienfaits de la dictature, que celle-ci soit exercée par Mussolini, Primo de Rivera ou par des commissaires dits du peuple. Je m'arrête, car je vais me faire traiter de contre-révolutionnaire par les innombrables partisans de la dictature rouge, non pas seulement hélas, du sang des profiteurs bourgeois.

En quoi, il n'aurait, à leur point de vue, pas tout à fait tort. Car leur révolution ne répugne autant que pourrait le faire la prise du pouvoir par les fascistes français, en supposant que ceux-ci se soient mis d'accord pour imposer un dictateur.

Je disais qu'un Dictateur ne pouvait être qu'un homme sans scrupules. Je dédie à M. Jules Romains cet exemple qui pourrait lui servir s'il lui prenait fantaisie de présenter un nouveau dictateur revu et conforme à la réalité. Il est matériellement prouvé que Dumini, assassin de Matteotti a agi pour le compte du dictateur Mussolini. Il a touché pour cela le 15 septembre une somme de 65.000 francs. (1).

Or, Dumini, libéré, naturellement, se voit réclamer les frais du procès, soit 32.754 francs 60.

Naturellement encore et logiquement, il a envoyé à son patron cette note qui diminuait trop sensiblement son salaire. Qu'a fait le Dictateur ? Il a tout simplement fait coiffer son complice.

C'est de la Dictature. Et de la vraie ! Ça n'est pas de la littérature.

Pierre Mualdes.

(1) Le Quotidien, du 13 octobre.

UN PROCÈS INTÉRESSANT

Le jeudi 7 octobre 1926, trois de nos camarades espagnols ont comparu devant la onzième Chambre correctionnelle : Ascaso, Durutti et Jover.

Ascaso était inculpé de port d'armes prohibées, d'usage de faux passeports et de rébellion ; Durutti, de port d'armes prohibées et d'usage de faux passeports ; Jover, d'usage de faux passeports.

De nombreux camarades avaient tenu à assister aux débats et à témoigner ainsi aux inculpés l'intérêt qu'ils leur portaient.

Malheureusement, la partie de la salle, réservée au public, ayant été — ordre de la Préfecture — occupée à l'avance par une bande de mouchards, nombre de nos camarades ne purent pénétrer dans la salle d'audience.

L'attitude de nos amis fut calme, fière et énergique.

Au nom de ses camarades, Durutti, qui parle assez couramment le français, a déclaré que, s'il n'eût pas été arrêté à la veille du voyage à Paris d'Alphonse XIII, il se proposait de guetter le retour du roi en Espagne et, à la frontière, de s'emparer de sa personne, de le faire disparaître, de le séquestrer temporairement, de faire courir le bruit de sa mort et de provoquer, par ce faux bruit et cette séquestration, une révolution en Espagne.

Très crânement, les inculpés ont reconnu avoir acheté un certain nombre d'armes : carabines, pistolets automatiques, etc., et s'être procuré de faux papiers.

Ce qu'il faut retenir des réponses très fermes qu'ils ont faites au cours de leur interrogatoire, c'est l'explication qu'ils ont donnée pour justifier et l'achat de ces armes et la possession de ces faux passeports.

« Nous sommes, ont-ils dit, des révolutionnaires espagnols. Le régime odieux que le dictateur Primo de Rivera et son complice le Roi font peser sur notre infortuné pays, nous a mis dans la nécessité de fuir notre pays d'origine. Nous sommes des proscrits. Mais nous n'avons pas renoncé à rentrer en Espagne.

« Nos camarades de travail et nos frères d'Idée qui y sont restés, sont extrêmement malheureux. Matériellement et moralement, ils endurent un véritable supplice. Leur désir le plus ardent est de se débarrasser du Régime dont ils souffrent ; ce désir est aussi le nôtre, et nous déclarons franchement — bien que nous sachions quelles terribles vengeances peuvent nous attirer de telles affirmations — nous déclarons que, sans trêve ni repos, nous travaillerons au renversement de ce Régime. Nous pensons même que l'heure de ce chambardement est proche. Nous savons que là-bas, chez nous, règne un « vil mécontentement. En Espagne, tout ce qui n'appartient pas à la pire réaction est contre la Dictature de Primo de Rivera. L'irritation est profonde, la révolte gronde ; l'insurrection peut éclater d'un jour à l'autre. Les armes que nous avons achetées étaient destinées à soutenir et à défendre jusqu'à la mort le mouvement révolutionnaire dans notre pays.

« Quant aux faux papiers, qu'on nous reproche, on doit comprendre que, pour échapper à la surveillance de la police espagnole, qui entretient en France toute une armée de mouchards, et aussi pour obtenir du travail et un permis de séjour, il était de prudence élémentaire que nous prissions de faux noms. N'importe qui en aurait fait autant. »

Les policiers français qui ont procédé à l'arrestation de ces camarades sont venus déposer. Ils ont bien tenté de représenter nos amis comme des hommes fort dangereux ; mais ils n'ont convaincu personne et, pressés de questions par la défense, ils ont implicitement reconnu que les inculpés leur avaient été signalés par l'Ambassade d'Espagne comme des anarchistes très dangereux et des bandits redoutables et que tous les renseignements qu'ils possédaient leur venaient de la même source.

La défense de nos trois compagnons était assurée par M^{rs} Torrès et Berthon, assistés de leurs secrétaires : M^{rs} Joly et Garçon.

Très belle et très utile défense. Sobres, précises et émouvantes, les plaidoiries firent impression. On peut dire que lorsque les avocats eurent parlé, il ne restait de l'inculpation que de très insignifiants délits et les condamnations prononcées montèrent bien que, dans l'esprit des magistrats appelés à se prononcer, il n'était question ni du fameux complot dirigé contre le roi d'Espagne, ni des demandes d'extradition formulées contre les inculpés.

Ascaso a été condamné à six mois de prison, Durutti à trois mois, et Jover à deux mois.

Il s'agit, maintenant, d'intervenir d'urgence et énergiquement pour que l'opinion publique, en France et un peu partout, exactement éclairée sur les machinations ourdies par les polices d'Espagne et d'Argentine, ne permette pas à la magistrature française de faire droit à la demande d'extradition de ces pays.

S. F.

LIRE EN 2^e PAGE :

La Vie Théâtrale, par Mualdes.

EN 3^e PAGE :

L'Enfancement de la Société Libertaire, par Marcel Lepoil.

La semaine prochaine : articles de A. Antignac, Boudoux, Bastien, V., etc.

ESPRIT NOUVEAU ET TOLÉRANCE

par Pierre LE MEILLOR

Depuis le Congrès d'Orléans, on parle beaucoup « d'esprit nouveau » et de tolérance. Mais je crois que si, à Orléans, les délégués des groupes de l'Union Anarchiste ont adopté à l'unanimité le manifeste que nous connaissons, c'est à l'unanimité également que les adversaires nés de notre organisation continuent leur besogne de dénigrement.

Or, ce n'est pas sur des questions de doctrine que l'on apporte des critiques ! Les « langues de vipères » ne marchent que pour des « questions de boutiques ». Et cela se fait « en douce » car, en public, il y a des risques.

Comme je le prévoyais — ainsi, d'ailleurs, que beaucoup d'autres compagnons — au « rameau d'olivier » tendu par notre dernier Congrès, il est répondu par certains par une guerre plus sournoise. Cette guerre consiste à « paraître le plus calomnié, alors que l'on est le plus calomniateur », ou à prendre un petit air de « Sainte Nitouche » et dire devant des camarades sympathiques à notre mouvement pour que cela soit répété : « Oh ! mais nous n'avons aucune animosité contre les militants de l'U.A.C., ni contre l'U.A.C. elle-même, au contraire, nous voudrions voir cette organisation forte et puissante. » Puis alors, par derrière, en « Jésuite », en « Bazile », au jeune camarade qui arrive, au nouveau venu dans nos milieux, à celui qui ne sait pas et qui est une proie facile pour les démagogues de la « culture du moi », on sort les méchancetés de « derrière les lagotis ». On lui raconte, par exemple, qu'à l'U.A.C., ce sont les « brutes » qui dominent, que ce sont des « ouvriéristes » qui s'intéressent à la masse imbécile, etc.

Puis, d'un air doctoral, un « professeur à la gomme » lui pose l'éternelle question : « Que fais-tu ? » Si le jeune homme répond qu'il travaille, alors le « professeur » lui dit : « Ah ! tu travailles ! eh bien ! moi, je me « démerde », je me « débrouille », j'ai des combines. Il n'y a que les imbéciles qui travaillent. Et voilà le doute jeté dans un jeune cerveau.

A l'atelier, on lui avait parlé d'anarchie d'une toute autre façon. Il tombe dans les pattes de types qui n'ont d'anarchiste que le nom ; il est désemparé. Et le voilà — pour vivre sa vie — lancé sur la route de Fresnes, en attendant le grand voyage à Saint-Laurent-du-Maroni.

A l'U.A.C. nous ne sommes pas des « ouvriéristes » à outrance. Je sais, pour ma part, combien la bêtise de la grande masse est profonde — à l'usine, je la coulois chaque jour — mais je sais aussi que tant qu'elle fera des « combines » j'en supporterai les conséquences — et vous aussi, les surhommes. Et puis, comme je pense que la « libération individuelle » est une chose presque impossible en régime capitaliste où on risque de devenir à son tour un bourgeois, je reste donc avec le peuple malgré son ignorance. Et, pour une fois, je tombe entièrement d'accord avec le compagnon Pini, ce courageux illegaliste, mais dont le produit de la « reprise » allait intégralement à la propagande. Voici une partie de sa déclaration devant la cour d'assises qui la condamna à vingt ans de travaux forcés :

« Je vous affirme donc, messieurs les juges, que la société ne pourra être heureuse et je dirai presque parfaite que par l'application du communisme anarchiste ; mais, pour arriver à telle fin, la propriété individuelle, sous quelque forme que ce soit, doit succomber. »

Tâche ardue, à la vérité, si nous considérons que l'égoïsme infiltré par votre système domine partout en souverain ; aussi, serait-ce temps perdu que de vouloir persuader le bourgeois d'accepter le communisme. Non, le bourgeois sait bien que nous avons raison, mais tant qu'il restera une loi et une hantonne pour la défendre, il tiendra bon, et les anarchistes savent parfaitement qu'il ne cédera qu'à la violence.

« Par la violence, donc, nous poussons les masses à s'emparer consciemment de tout ce qui leur appartient. Mais, pour que l'action puisse avoir un résultat heureux, il est nécessaire que le peuple distingue ses vrais amis des faux, il est nécessaire de lui faire connaître les exemples du passé et de lui montrer qu'une révolution, pour être profitable, ne doit pas avoir pour objet un simple changement d'hommes au pouvoir ou la formation d'un gouvernement provisoire, mais avoir pour unique but la destruction de toute autorité, l'appropriation de toutes les richesses sociales au bénéfice de tous et non de la classe qui voudra les administrer, et l'opposition absolue par la violence à l'établissement de quelque pouvoir que ce soit.

Beaucoup l'ont compris, mais les moyens pour une ample propagande manquaient ; impossible de nous les procurer autrement que par ce que vous appelez effrontément le vol, et c'est pourquoi je me suis résolu à attaquer directement la propriété conventionnelle du gros richard.

« Nous, anarchistes, c'est avec l'entière conscience d'accomplir un devoir que nous attaquons la propriété, à un double point de vue : l'un pour affirmer à nous-mêmes le droit naturel à l'existence que vous, bourgeois, concédez aux bêtes et niez à l'homme ; le second pour nous fournir le maté-

riel propre à détruire votre baraque et, le cas échéant, vous avec elle.

Cette manière de raisonner vous fait dresser les cheveux, mais que voulez-vous ? c'est ainsi, et les temps nouveaux sont venus. Autrefois, le meurtre de faim qui s'appropriait un pain, traduit devant vos pléthoriques personnes, s'excusait, demandait pardon, reconnaissant avoir commis un délit, promettait de mourir de faim lui et sa famille plutôt que de toucher une seconde fois à la propriété d'autrui et avait honte de montrer sa figure. Aujourd'hui, c'est bien différent ; les extrêmes se touchent et l'homme, après être tombé si bas, se relève ; traduit devant vous pour avoir fracturé les coffres-forts de vos compères, il n'excuse pas son acte, mais le défend, vous prouve avec fierté qu'il a cédé au besoin naturel de reprendre ce qui lui avait été précédemment volé ; il vous prouve que son acte est supérieur en morale à toutes vos lois, qu'il se moque de vos cris et de votre autorité et, malgré vos accusations, vous prouve que les voleurs, ô messieurs les juges ! sont vous et votre bande bourgeoise.

J'arrête là cette citation, qui n'est d'ailleurs qu'une petite partie de la déclaration que fit devant les juges le compagnon Pini. On peut très bien ne pas approuver toutes ses déclarations. Par question de tempérament, on peut même ne pas employer les mêmes méthodes. C'est mon cas et celui de beaucoup d'autres compagnons. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que l'on est obligé de s'incliner devant le désintéressement et le but que poursuivait l'héroïque compagnon.

L'action de cet « illégaliste » qui ne voulait pas « vivre sa vie » avec le produit de sa « reprise » était à mettre en parallèle avec « l'illégalisme bourgeois » de certains, qui se réclament cependant de l'anarchie et qui ne sont que des imitateurs en « toc » des anars de la « période héroïque ».

Pini, « illégaliste », se déclarait pour la révolution sociale et pour l'établissement du communisme anarchiste ; tandis qu'aujourd'hui certains soi-disant « réfractaires » à « l'ordre économique » disent que la révolution c'est de la blague et le communisme anarchiste une « foutaise ». A l'U.A.C., notre choix doit être fait du côté des premiers contre les seconds.

Mon point de vue ne plaira peut-être pas à tout le monde, tant pis ! Je le pense, donc je le dis. On criera peut-être au sectarisme, à l'intolérance. Moins sectaire que beaucoup et plus tolérant que quiconque. Mais voilà, je ne suis ni tolérant ni « poire », c'est-à-dire que je veux bien être tolérant, mais seulement avec les « honnêtes » camarades — j'entends honnêtes au point de vue anarchiste.

Voici quelques exemples : Un jour j'avais une discussion sur le problème social avec un homme qui se disait anarchiste — je le connaissais, mais pas intimement — mais je le considérais comme sincère. Au cours de notre discussion, il me parla de l'éducation nécessaire pour amener les foules à la compréhension de notre bel idéal. Je discutais avec intérêt, puis tout à coup j'apprends que pour vivre tous les moyens lui étaient bons. Sa femme était un « lapin » et il en « becquetait ». Immédiatement, je mis les « pieds dans le plat » et je refusai de discuter plus longtemps avec lui. Eh bien ! savez-vous, camarades ? Il m'a dit que j'étais un sectaire ! J'ai « encaissé » et je suis parti. Dans ces cas-là, je serai toujours un sectaire.

Pour prouver à tous que je suis un intolérant, écoutez une deuxième anecdote. Il y avait dans une ville ouvrière de province une grande réunion organisée contre le militarisme et l'autorité sous toutes ses formes. J'étais un des trois orateurs inscrits. Le premier parla, il parla même très bien, beaucoup mieux que moi. Le militarisme en « prit pour son grade ». L'ordre économique bourgeois « dégusta » également. Ses phrases cinglantes allaient droit au cœur des assistants. Il fut applaudi, ovationné ! Tout comme le « poisse » de tout à l'heure, je le connaissais, mais pas intimement. Mais on m'apprend qu'il était lui-même un « pilier » de l'ordre économique qu'il venait de pourfendre — en parole — quelques minutes auparavant. Il était patron et il employait des salariés. Je sais que, pour certains, on peut être « anarchiste-patron » mais moi, je remis « les pieds dans le plat » en disant que l'on n'avait pas le droit de combattre l'exploitation capitaliste quand on était soi-même un exploitateur. Je n'ai vraiment pas de chance : l'intéressé me traita de sectaire et le président de séance me souffla à l'oreille que j'étais un intolérant... Je fus très peu applaudi, mais je partis content, la conscience tranquille.

Je vous en prie, compagnons, écoutez ma dernière histoire et vous serez convaincu que je suis un sale « type ». C'était un soir... et ce soir-là, il y avait un grand meeting organisé par les anarchistes dans une grande salle de Paris. Dans le vestibule, avant l'ouverture, au milieu d'un groupe de camarades, un militant anarchiste « pérorait » ; bon orateur, il parlait « onctueusement » de la question sexuelle, des beautés de la « cohabitation » avec l'être aimé et de l'amour libre. Ah ! l'amour libre. Alors, ça c'était le « bouquet » de la fraternité qui devait régner réciproquement entre compagnes et compagnons. Ah ! alors, là, ça a été plus fort que moi, car mon troisième personnage n'était pas comme les deux premiers que je ne connaissais pas ; lui, je le connaissais. Et je savais que ce farouche adversaire de la violence faisait très souvent des « parties de boxe » avec sa compagne. Je lui ai dit devant tous qu'un anarchiste ne devait avoir qu'une seule figure et non pas une pour la « galerie » et l'autre pour chez soi. Immédiatement « écouteurs » et intéressés ont crié à l'intolérance, et vous, lecteurs du « Libertaire », si vous n'êtes pas convaincus de mon sectarisme, c'est que vous ne vous y connaissez pas.

P. Le Meilleur.

Par : Charles-Auguste Bontemps,
Ton Cœur et ta Chair
Un beau volume sur Alfa, illustré par Germain Delatousche.
10 fr. à la Librairie Sociale, éco rec. 11,25.

Ça continue

Les amis nous font savoir que nos camarades continuent à être arrêtés et surtout réarrétés, à peu près partout, « pour correspondance avec l'étranger ».

D'autre part, nous avons reçu des nouvelles sur certains de nos camarades dont nous avons déjà parlé dans nos chroniques précédentes, et dont le dernier sort nous était inconnu.

Ainsi, Tatiana Polosova (voir Le Libertaire, n° 55 et 71), qui vient de purger sa peine de trois ans aux Solovki et, dernièrement, au « politisolateur » de Verkhné-Oural'sk, est installée (déportée), pour 3 ans encore, à Tver où elle se trouve actuellement.

La camarade Marie Veger (voir au même numéro du Libertaire), ayant purgé 3 ans également à Solovki et à Verkhné-Oural'sk, est partie, elle aussi, vers un lieu de déportation, qui nous reste encore inconnu.

Une partie des camarades déportés à Tachkent (Libertaire n° 55 et 60), cruellement battus et arrêtés, il y a quelques mois, furent installés à la prison de Verkhné-Oural'sk (« politisolateur »), en Sibirie. Voici leurs noms : M. Gromoff, Radev Chulmann, E. Dolinski, B. Krichovski, I. Chkolnikoff, Pokrovskiy et Clara.

La camarade Rachel Chapiro, arrêtée récemment à Moscou « pour relations avec l'étranger » (voir Le Libertaire n° 70), devait être déportée. Mais, vu la maladie sérieuse de son fils, elle vient d'être remise en liberté, à condition toutefois qu'elle se fasse enregistrer, une fois par semaine, à la tchéka (Guepou). Lorsqu'elle s'était présentée la première fois, le chef du Guepou lui déclara qu'étant indésirable à Moscou, elle devait se préparer à être déportée sous peu. Son enfant est très malade.

Le camarade Antoine Chitakhovitch, déporté et réarrété à Toula « pour relations avec l'étranger » (voir Le Libertaire n° 75), vient d'être transféré à Moscou. Là, on le remet en liberté, en attendant une nouvelle déportation plus lointaine que la ville de Toula.

Le camarade N. Beliatoff, déporté et réarrété à Arhangelsk « pour relations avec l'étranger » (voir Le Libertaire n° 66), est transféré à Moscou. Il y attend d'être déporté, une fois de plus, dans une région plus lointaine.

Depuis quelques temps déjà, les amis sont sans nouvelles de Vera Kevrik, déportée à Byss (gouvernement d'Altai, Sibirie) et atteinte d'une tuberculose très avancée (voir Le Libertaire n° 50, l'article : La suppression physique). Ce n'est pas tout : une somme d'argent qui lui fut envoyée par le Comité de Secours (anarchiste), est revenue avec la mention : inconnue.

Est-elle morte ? Est-elle transférée ailleurs, arrêtée, assassinée ? Mystère ! Nous voulons savoir le sort de la camarade Vera Kevrik ! Nous exigeons qu'on nous le dise.

Nous signalons tous ces faits aux « amis de la Révolution russe ».

S. Fléchine, Mollie Steimer, Voline.

LA VIE THÉÂTRALE

AUX MATHURINS. — Saison d'Amour, comédie en trois actes de M. Edmond Sée.

Farizet, jeune artiste dessinateur, et Michèle, sa petite amie, sont en villégiature. La saison est terminée. C'est le moment de boucler les malles et d'ouvrir son portefeuille pour payer la note d'hôtel. Hélas ! ces sympathiques jeunes gens sont fauchés. Heureusement, M. et Mme Glorion, qui sont des personnes très riches et mariées depuis trop longtemps pour avoir encore quelque chose à se dire, s'intéressent à ce couple, on l'a pas par pure charité, car Mme Glorion est « pincée » pour le jeune Farizet et son digne époux pour la suave Michèle. L'un et l'autre s'ingénient pour leur faire accepter l'argent nécessaire pour désintéresser le patron de l'hôtel, ce bon M. Alexis. Et voilà. Trois actes sont nécessaires à M. E. Sée pour cette besogne habilement présentée, il est vrai, mais d'un intérêt peu palpitant.

Un acte de coulage intitulé Grasse Matinée complète cet intéressant spectacle.

A LA COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES. — Le Dictateur, 4 actes de M. Jules Romains.

Voici une pièce qui, bien avant sa mise à la scène, a fait beaucoup parler d'elle. Son titre seul, étant donné l'époque particulièrement atristante que nous traversons, suffisait pour éveiller les curiosités. Ne parlons plus de passions, la guerre les a tuées !

Pièce politique ? Sans doute. Pour ou contre la dictature ? La était le mystère. On savait vaguement par les feuilles publiques que la Comédie-Française avait accepté, puis refusé — par crainte de scandale — ces quatre actes qui ne pouvaient être qu'un chef-d'œuvre, puisqu'ils étaient signés de l'auteur de Knock et de la Scintillante, pièces qui font, sans conteste, honneur à l'art dramatique.

Les admirateurs du talent de M. Jules Romains — j'en suis un — ne pouvaient ou ne voulaient supposer qu'un auteur aussi prévenu s'engagerait sur un terrain aussi périlleux que celui de la politique sans s'être prémuni contre les dangers de l'adversité. Il faut bien reconnaître qu'il s'y est prudemment enlaidi.

Ces révolutionnaires qui doutent de la révolution tout en se sacrifiant pour elle ; ce dictateur qui le devient sans raison bien plausible et qui fait massacrer ses électeurs de la veille — ça leur apprendra ! — sans doute pour rassurer cette pauvre petite poule de reine ; ces corporations qui se mettent en grève parce qu'elles croient que l'heure H du Grand Soir doit correspondre avec l'accession au pouvoir d'un député socialiste ; tout cela n'est que de l'abracadabrante n'est certainement pas du dernier comique, mais elle dénote, chez celui qui l'a imaginée, une profonde ignorance des révolutionnaires d'une part et des dictateurs d'autre part.

Il eût donc mieux valu pour M. Jules

Romains qu'il ne s'occupât point de ces choses. Car sa pièce ne satisfait personne. Partisans et adversaires de la dictature ne sont, ni les uns ni les autres, enthousiasmés. Cela se comprend ! Ce qui n'empêche pas, pour les besoins de la publicité, de crier à la cabale !

Mais voyons un peu de quoi est fait ce dictateur.

Dans une guinguette, le Comité central de je ne sais trop quel parti « révolutionnaire » est réuni. Les esprits sont échauffés, car Denis, le leader du parti, doit prononcer à la Chambre un grand discours qui risque fort de mettre le ministère en mauvaise posture. Denis arrive. Ça y est, le ministère est par terre. Ferreol, l'ami d'enfance de Denis, resté, lui, antiparlementaire, est inquiet. Que va faire Denis ? Acceptera-t-il les propositions que ne manquera pas de lui faire le roi ? Dame ! quand on renverse un ministère, ça n'est pas pour des prunes. Ferreol interroge. Denis hésite. Il réfléchit. La nuit porte conseil. Le lendemain, Denis va voir le roi. Un bien brave homme de roi, qui ne recherche que sa tranquillité. Un conseiller, fort averti, ma foi, lui a fait entrevoir la prise du pouvoir par Denis comme la solution la meilleure. Oui, mais Denis acceptera-t-il ? Parbleu ! ce bon roi a de tels arguments... Denis est premier ministre. Les grèves se déclarent partout, fomentées par Ferreol. Denis obtient les pleins pouvoirs. Il est le Dictateur. Le sang coule. Ferreol, l'ami Ferreol, révolutionnaire sans foi, mais fidèle tout de même — qui comprendra ? — est arrêté. Les trains marcheront. La poste fonctionnera. Les cheminées des usines cracheront leurs noires fumées, grâce au Dictateur.

Ce n'est pas plus difficile que cela. A moins que M. Jules Romains n'ait voulu tout simplement donner comme prétexte à sa pièce la lutte entre l'amitié qui lie Denis et Ferreol et le devoir. Mais quel devoir : celui de trahir ses idées de la veille, de devenir dictateur ou celui de rester fidèle à son idéal auquel, du reste, on ne croit pas ?

D'une façon comme de l'autre, ça ne tient pas.

Félicitons néanmoins MM. Franzen, le Dictateur ; Vargas, révolutionnaire sans foi mais irréductible ; Bouquet, un savoureux conseiller du roi ; Mauloy, fort à l'aise dans son rôle de roi ; Mme Yolande Lafon, la reine, et leurs camarades, qui ont joué cette pièce loupée avec toute l'habileté nécessaire et habitude dans ce théâtre d'art qu'est la Comédie des Champs-Élysées.

THEATRE DES ARTS : Sardanapale

pièce en trois actes, de M. Boussac de Saint-Marc.

Un « grand artiste » qui rêve de se continuer dans un jeune machiniste de son théâtre, et ne réussit, par ses libéralités, qu'à en faire un parfait gigolo.

Une princesse folle qui se croit morte et qui n'effectue ses déplacements qu'accompagnée d'un curé chantant des cantiques mortuaires, ce qui ne l'empêche pas d'être amoureuse et d'en mourir réellement. De la coco, du vice, des grandiloquences, de longues tirades confuses, des préciosités mêlées à des puérilités, toutes ces extravagances sont défendues par Pitoeff, qui a un rôle écrasant, Paulette Pax, somptueuse princesse « morte » et par leurs camarades excellents, d'ailleurs, mais que je plains sincèrement.

Pierre MUADES.

GROUPES D'ETUDES SOCIALES

DES 5^e, 6^e ET 13^e
Samedi prochain, 16 octobre, à 20 h. 30. places, 163, boulevard de l'Hôpital.

SOIREE FAMILIALE
au bénéfice de la propagande, La Muse Plebienne de Lagny interprétera :

Un Frère, comédie en un acte ;
Bagne d'Afrique, drame social ;
Les Kébourrings, scène comique.

On entendra :
L'oréal dans ses dernières œuvres
Chœur et chants humanitaires
Au Piano : Mlle Lemonier.

La Muse Plebienne fournira un travail qui fera plaisir à tous.

Entrée : 3 francs.

Agitation-Propagande

BERONS

Samedi soir, 16 octobre, à 20 h. 30, salle de l'ancienne mairie, réunion publique et contradictoire.

ORATEURS. — Lemellour, Odéon et Guillemette.

PARIS 13^e

Mercr. 20 octobre, à 20 h. 30, salle de la Maison des Syndiqués, 163, boulevard de l'Hôpital.

ORATEURS. — Lemellour, Odéon.

PARIS 5^e ET 6^e

Jeudi 21 octobre à 20 h. 30, salle Salzac, 6, rue de Lanneau.

ORATEURS. — Loraël, Odéon.

PARIS 14^e

Samedi 23 octobre à 20 h. 30, salle des Syndiqués, 114, rue du Château.

ORATEURS. — Ferand, Laurent.

NANTERRE

Samedi 23 octobre à 20 h. 30, salle de la Coopération, rue de la Mairie.

ORATEURS. — Lemellour, Odéon, Guillemette.

PARIS 10^e, 16^e ET 20^e

Mardi 26 octobre à la Solidarité, 15, rue de Meaux.

ORATEURS. — Ferand, Laurent, Loraël.

IVRY

Mercr. 27 octobre, salle des Conférences, avenue Fauriel.

ORATEURS. — Ferand, Laurent, Odéon.

PARIS 17^e ET 18^e

Vendredi 30 octobre à 20 h. 30, salle Garrigue, 20, rue Ordener.

ORATEURS. — Boudoux, Odéon, Loraël.

A travers le Monde

BELGIQUE

Autorité et Liberté (pages oubliées).

« Tous ceux qui mangent au ratelier de l'Etat, tous ceux qui ont le cerveau empoisonné par l'éducation autoritaire, tous ceux que l'atavisme enchaîne aux coutumes séculaires, nous disent : « L'homme ne saurait se diriger lui-même ; il faut des maîtres pour mettre de l'ordre dans les rapports sociaux. »

Cette objection pêche par la base ; si l'homme n'est pas assez raisonnable pour se diriger lui-même, il l'est encore bien moins pour diriger les autres. Mais nous ne sommes pas des négateurs passifs ; nous croyons aux progrès indéfinis de la race humaine... La plupart des crimes ont le vol pour mobile : on vole pour échapper aux tourments de la misère, aux tortures de la faim, pour se soustraire aux labeurs trop longs, trop épuisants et trop malsains, inhérents à l'exploitation capitaliste ; on vole aussi par amour du lucre, pour se procurer des jouissances dont on est privé, pour devenir un de ces puissants personnages « dont l'instinct, le curé et le journal « honnête » prêchent le respect et qui voient le monde se courber devant eux... »

Curés, patrons, législateurs, monstres, l'efficacité de vos épouvantes et de vos mesures répressives ! Horreur ! Vos maîtres sont vides ; elles sont rouges de sang et gonflées de honte ! « Tous les progrès moraux se réalisent sans vous ; toutes les transformations sociales s'accomplissent malgré vous et par votre résistance à l'évolution naturelle. Vous provoquez les plus sanglantes révolutions... »

« Sous quelque forme personnelle qu'elle se présente, l'autorité est donc bannie de tous nos rapports. Aux morales coercitives, nous opposons la vie active et harmonieuse des libres consciences. »

Emile Chapelin (mai 1906, colonie communiste libertaire de Stockel-bois). — Il ne faut faire aux délégués du Gouvernement bolchevique aucune peine, même légère, fussent-ils du S. R. I. ou novateurs de ligne nationaliste, où l'on prétend donner au matérialisme scientifique l'aboutissant à « matérialisme historique léninistomarxiste ». Non, nous n'avons voulu, en reproduisant ces extraits, que montrer à nos camarades belges, la ligne inflexible de notre fédéralisme anarchiste.

Et puisque l'autorité doit être bannie de tous nos rapports, même sous la forme tchékiste, nous demandons une fois de plus aux délégués du Secours rouge international de Belgique ce qu'ils attendent pour demander avec nous la fin des persécutions en Russie et la libération des victimes du pouvoir neppmano-bolchevique.

BULGARIE

LA TRAGEDIE DE TROIAN

Il y a de cela quelques jours, des nouvelles alarmantes sur des répressions atroces nous parvinrent de Sofia, de Iambol, de Staro-Zagora, etc. Ces nouvelles sont excessivement graves, mais d'autant plus inquiétantes ; car la prudence même de leurs auteurs témoigne de la terreur inspirée par les bourreaux. Les noms des camarades arrêtés, frappés ou torturés n'y figurent pas, par crainte, probablement, de représailles nouvelles. Qui sont les camarades arrêtés ? Combien sont-ils ? Où se trouvent-ils ? Nous n'en savons encore rien. La presse officielle légale se tait. La presse clandestine n'existe plus. La seule source sont les quelques lettres privées isolées qui réussissent parfois à passer la frontière. Ces lettres disent peu...

Cependant, une de ces lettres vient d'être publiée dans l'un des derniers numéros de la revue bulgare paraissant à l'étranger : « Le Drapeau agricole ». La lettre est publiée sous le titre : Le massacre de Troïan. L'auteur de la lettre, qui se cache sous des initiales, est lui-même un habitant de la ville de Troïan dont la région vient d'être le théâtre des exploits sanguinaires d'une « compagnie de punition » expédiée par le gouvernement de Liapcheff.

Dans les districts de Lovetch et de Troïan, — raconte l'auteur, — se cachait la « bande » politique de Vassil Popoff-le-Héros. Les crimes de la « bande » ; forcés à se cacher dans des forêts pour éviter les représailles des autorités, ces gens attaquaient de temps en temps leurs persécuteurs les plus acharnés. Le gouvernement décida d'y envoyer une compagnie de soldats et de commencer par châtier tous ceux qu'on soupçonnait de prêter secours à la « bande ».

Dans ce but, le 12 mai, des arrestations en masse furent opérées dans quelques villages du district de Troïan, notamment à Borima et à Gollama-Gelezna. On arrêta des paysans, des communistes, des révolutionnaires. Les plus « dangereux » parmi les arrêtés furent divisés en deux groupes : l'un fut dirigé sur Lovetch, l'autre sur Troïan. Le motif officiel fut : à fin d'un interrogatoire.

Dans la prison, tous les arrêtés subirent des tortures horribles. Enfin, le 4 août, après l'interrogatoire, 9 neuf hommes furent dirigés vers leurs villages. Or, dans une forêt située à l'endroit dit « Oussolnata », à 5 ou 6 kilomètres du village Gollama-Gelezna, tous les neuf hommes, ligotés, furent fusillés. Leurs cadavres furent jetés dans un ravin d'un demi-mètre de profondeur et à peine couverts avec des pierres et des branches sèches.

Voici les noms des fusillés : Jean Missalsky, Petko Denevsky, Marinitsa Kratchounskata et son fils Siméon, Stoïko Khandjieff, Kolla Guecheff, un instituteur, une institutrice du village Borima, et un Turc du même village. Tous les neuf hommes furent tués sans jugement ni condamnation.

L'autre groupe fut dirigé vers Lovetch et fusillé entre les villages Lometz et Lechnitz. Ici furent tués : Volia Missalsky (frère de Jean), les frères Minko et Nicolas Gatcheff, les frères Mircho et Pierre Ditcheff-Pensky, leurs cousins, les frères Nicolas et Datcho Ditchoff, leur parent Kolia

Vladoff, et deux paysans dont les noms restèrent inconnus.

En dehors de ceux mentionnés dans la lettre, beaucoup d'autres furent tués. Leurs noms sont également inconnus.

Pendant le temps où les hommes restaient en prison, il fut défendu à leurs femmes et enfants de continuer les travaux des champs. La perte de toute la récolte en fut le résultat. De plus, les moulins appartenant à certains des arrêtés, furent brûlés. Sont brûlés également tous les biens immeubles appartenant à quelques paysans arrêtés et tués.

Ce ne fut qu'au quarantième jour après le massacre, que les parents reçurent l'autorisation d'aller chercher les restes des exécutés.

Le 25 août, ayant terminé ses exploits, la compagnie quitta la région terrorisée et se rendit à celle de Choumni pour y procéder de la même façon.

Le télégramme suivant fut envoyé du village Borima au président du conseil bulgare et aussi à la « Ligue de défense des droits de l'homme » :

« Il y a vingt jours, les autorités militaires et policières déclarèrent les villages Borima et Gollama-Gelezna en état de siège. Vingt hommes furent arrêtés. Nous les cherchions dans les prisons. Nous venons de trouver leurs cadavres à demi-ensevelis dans une forêt. Avons-nous des lois, avons-nous de l'ordre et de la justice ? Dans quel pays vivons-nous ? — Les veuves, les enfants et les parents des assassinés. »
Telles sont les choses...

Les dernières nouvelles reçues disent : « La terreur dans la région de Plevna continue » ; « les arrestations et les massacres dans la région de Troïan continuent » ; « les arrestations de la jeunesse communiste continuent... »

Ça continue... Ça continue... Ça continue...

G. S.

JAPON

Constitution de la Fédération anarcho-syndicaliste du Japon.

Le 24 mai, à Tokio, s'est tenu un congrès de tous les syndicats japonais, la Fédération syndicale libre en est issue.

Le désir d'organisation libre des anarcho-syndicalistes s'est réalisé.

En octobre 1922 avait eu lieu à Osaka un congrès semblable, mais la perfidie et l'intrigue des communistes furent cause qu'il dégénéra en pugilat.

Depuis nos camarades ont peine et lutté pour propager et proclamer le libre fédéralisme entre les syndicats, leurs efforts ont été finalement couronnés de succès dans leur lutte contre le centralisme.

Voici les principes de la Fédération nationale :

- 1° Nous considérons que la lutte des classes doit être la base du mouvement de libération des ouvriers et paysans ;
- 2° Nous sommes contre toute emprise des politiciens sur le mouvement syndical ;
- 3° Nous proclamons le libre fédéralisme selon une classification industrielle et sommes ennemis du centralisme ;
- 4° Nous luttons contre toutes les invasions impérialistes et déclarons l'union internationale de la classe ouvrière.

La Fédération japonaise comprend les Fédérations suivantes :

- 1° Fédération de Kanio, 13 syndicats ouvriers, 1 syndicat paysan ;
- 2° Fédération de Kansai, 4 ligues syndicales intercorporatives ;
- 3° Fédération de l'Aogoku, 4 ligues syndicales intercorporatives ;
- 4° Fédération des ligues ouvrières de Hiroshima ;
- 5° 5 ligues syndicales du livre dans l'Hokkaido.

Au total : 29 ligues anarcho-syndicales dans les industries suivantes : la presse, le gaz, la mine, la métallurgie, l'habillement, le port, le livre, le bâtiment et l'agriculture.

Ces Fédérations locales ont désigné deux délégués d'information chargés d'organiser la Fédération industrielle, et suivant la décision du Congrès national, quatre Comités nouvellement constitués œuvrent pour la propagation du syndicalisme fédéraliste et la réalisation de l'unité contre le centralisme des politiciens dans le lointain Orient.

(Traduit de l'Espéranto du journal anarchiste japonais « Rodo Undo Sa », n° 17.)

par : Ebran.

Au sujet du Secours Rouge

UNE LETTRE DE TRICHEUX EMPRISONNE A TOULOUSE

Villebrun et Peythieu emprisonnés à Barpousse s'étaient trompés. Ils sont revenus de leur erreur, on peut seulement regretter que la seule perspective d'un peu de mieux être personnel, leur ait ouvert les yeux.

Certainement l'on souffre en prison, mais l'avenir nous en réserve de pire et espérons que nous ne trouverons pas toujours des Chazouli-Lacroix, Villebrun et Peythieu dans nos rangs.

Par deux fois, on m'a officiellement offert les subsides du Secours Rouge, je n'ai jamais songé qu'il y eût d'autres alternatives que de refuser.

Quand on nous aura donné les preuves irréfutables qu'il n'y a pas d'emprisonnés anarchistes en Russie et quand on nous permettra de nous en rendre compte comme nous l'entendons, nous verrons ce que nous aurons à faire. Mais que peut-on espérer de gens qui ne sont pas encore des maîtres, et qui promettent de nous supprimer quand ils le seront ?

Tricheux,

détenu politique à Toulouse.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE : 22 fr. l'an, 10 fr. six mois, 5 fr. trois mois. ETRANGER : 30 fr. l'an, 15 fr. six mois, 7 fr. 50 trois mois. Chèque postal : Delcourt 691-12

EN PROVINCE

BÉZIERS

Vendredi dernier, plus de mille personnes assistaient à la conférence André Vernet. Le sujet : « Dieu est un mensonge » fut excellemment exposé par le conférencier. Les prêtres y furent passés au crible. L'auditoire fut frappé par les exemples pleins de vie et de réalités. Un contradicteur défendit les croyants sincères qui ne doivent pas être confondus avec les cléricaux. André Vernet lui répondit : « Nous respectons la croyance de tous tant qu'elle n'est pas dogmatique ».

Ce fut une bonne soirée de propagande, nous pensons qu'elle sera suivie de bien d'autres. Tous ceux qui se dressent contre l'hypocrisie religieuse et bourgeoise nous aideront à diffuser un société sans dieux ni maîtres, ayant pour devise bien-être et liberté.

Pour le groupe : Joachim Puech, 22, rue Solferino.

ORLEANS

Samedi dernier, avait lieu, Salle des Fêtes, à Orléans, un grand meeting communiste, avec assistance environ mille curieux, ainsi que des bolcheviks et des anarchistes.

Le groupe d'Orléans avait été invité par lettre à apporter la contradiction au ténor Doriot, assisté de Raymond Garreau, de Joseph et Bernard, du P. C.

A la porte du meeting, les copains distribuèrent des « Manifestes » qui furent lus en attendant l'ouverture de la séance.

Après une entrée théâtrale de Doriot, aux accents d'une « Internationale » hurlée par une vingtaine de jeunes communistes qui n'avaient pas la voix, le défilé des orateurs du P. C. commença ; ils passèrent cinq sur la tribune, au long d'un long exposé et terminant la réunion en longueur afin d'éclaircir la contradiction. Ils firent le procès du Bloc des Gauches, mais eux-mêmes n'aspirent qu'à prendre sa place.

Il était 11 h. 30 quand notre camarade Loréal prit la parole. Après une tentative d'obstruction, il démontra la faillite de l'action électorale et du parlementarisme et engagea les travailleurs à se grouper dans des syndicats débarrassés de la pourriture politique et d'y faire leur œuvre révolutionnaire : l'heure tardive empêcha de développer un programme de « société libertaire ». Son exposé fut applaudi par les trois quarts de la salle.

Après lui, un contradicteur Bloc des Gauches essaya de prendre la parole, mais fut obligé de quitter la tribune sous les cris et les huées sans que le président de séance ait une tentative sérieuse pour lui permettre de se faire entendre.

Doriot répondit à ce contradicteur que seuls les membres du Bureau avaient entendu, mais si laissa de côté les points épineux soulevés par Loréal.

Dans les compte rendus de l'« Humanité », sur cette réunion, on trouve un aperçu de la bonne foi des bolcheviks. A Tours, par exemple, où Loréal se rendait en quittant Orléans, il n'est même pas fait mention de sa contradiction.

Camarades, pas d'équivoque avec ces gens-là, allons dans leurs réunions et ne les ménagons pas, qu'ils trouvent toujours un anarchiste à débiter des mensonges ; ce sont des politiciens menteurs, aussi dangereux que les autres.

Raoul Collin.

DANS LE NORD

Aux Camarades, (note urgente) :

En prévision de la prochaine foire électorale, et pour avoir les coudees franches dans le remplacement des trois budgétaires 45.000 : Macciez, Delory, Saint-Venant, passés de vie à trépas, Messieurs les politiciens prennent leurs précautions pour se débarrasser de ces sales anarchos empêchantes de voter en rond.

Le rôle des militants libertaires, est de déjouer ces manœuvres. Nous insistons fortement auprès des amis sincères, pour la journée du 31 octobre. Un congrès régional doit avoir lieu à Amiens et une conférence pour Sacco et Vanzetti et pour Michel, se tiendra le même jour à Hennin-Liétard. Comme nous n'avons pas le don d'ubiquité, nous prions les copains de se partager la besogne.

Pour plus amples renseignements, se mettre en rapport avec Croix, Maréchal-Barcel et Solin.

Comme la situation est sérieuse, une négligence de la part des anarchistes serait très préjudiciable à la propagande.

La Fédération Anarchiste du Nord.

CARCASSONNE

PAR PEUR D'UNE PUNITION UN DRAGON SE TUE !

La Dépêche, porte-voix de la démocratie, a relaté ce fait : « Le soldat Louis Labonnie, du 4 dragons, originaire de Balma, en garnison à Carcassonne, a mis fin à ses jours, en se jetant dans le canal. Ce soldat, un peu simple d'esprit, avait trouvé le temps long pour obtenir une permission, et était parti depuis dimanche de la caserne. On présume qu'il aura eu peur des conséquences de son acte irréfléchi et qu'après, il décida de se noyer ».

Voilà un fait qui ne méritait pas de commentaires de la part de la Dépêche.

C'était un simple d'esprit !

Alors donc !

Cet homme a été accusé au suicide par l'armée dans laquelle il subissait les brimades des galonnés, brimades quotidiennes si dures à supporter.

Nous accusons et rendons responsables de la mort de Labonnie, les galonnés et les « tous bbs » militaires.

Quand donc le peuple se lèvera-t-il pour balayer l'armée, ses drapeaux, ses soldards galonnés, responsables de crimes aussi révoltants.

V. Nan.

ALSACE-LORRAINE

Depuis le dernier article du camarade Strasbourg, R. S., un revirement s'est produit, qui mérite notre attention.

Après plusieurs mois de propagande, en grande partie, derrière les coulisses, les chefs choisirent le lundi de Pentecôte pour constituer le « Helmburg ». Ces politiciens lancèrent un manifeste en langue allemande, qui nous intéressa par quelques points à savoir : « Lutte contre le chauvinisme, l'impérialisme et le militarisme. » Le capitalisme n'y est pas mentionné, le Saint-Esprit ne peut s'embarrasser d'un bagage aussi important.

La question sociale est touchée par cette petite phrase : « Abolition de notre législation sociale, qui, depuis des années, a subi un arrêt dans son développement par les efforts des réactionnaires et des assimiliateurs ».

Autres revendications : « Place au soleil pour nos enfants du pays, qui seuls, peuvent fournir un travail administratif ».

Ce travail choqué la devise anarchiste : « bien-être et liberté pour tous ».

Une revendication à appuyer, est celle-ci : « Part égale dans les écoles, administrations, devant les tribunaux, pour la langue allemande ». Les ouvriers devraient, en effet, employer leurs loisirs à se perfectionner dans la connaissance du Français, s'ils sont du pays, ou de l'Allemand s'ils sont de la Moselle.

Dans le pays lorrain, les deux langues sont nécessaires.

Le manifeste réclame aussi le statut pour les églises, l'école et l'Etat, c'est-à-dire le main-

tien du concordat. C'est une bonne affaire pour la prêtraille qui en tire 15 millions par an. Le concordat, œuvre de Napoléon 1er, maintenue par Guillaume, père et fils, doit être combattu.

Nous ne répéterons jamais assez aux exploités, qu'il faut le combattre.

Pour notre documentation, il est nécessaire de connaître les signataires du manifeste : « 16 prêtres catholiques dont un « monseigneur », 6 pasteurs protestants, 10 cultivateurs de taille, 9 médecins, quelques rentiers, fabricants et autres exploités ».

On a daigné accorder 10 voix à des manuels, dont 8 cheminots qui furent révoqués de ce fait. Lorsque Herriot était le maître, l'évêque de Strasbourg était dans l'opposition. Poincaré revint. Monseigneur prêcha la résignation et défendit à ses ouailles la politique autonomiste, prétendant que ce mouvement crée un chauvinisme alsacien.

Le compte rendu de l'assemblée générale, le discours de l'évêque, furent transmis à la Croix, à l'Action Française, à l'Echo de Paris, 24 heures avant, qu'aux journaux régionaux.

Monseigneur est un royaliste.

Les prêtres signataires du manifeste ont été désavoués par lui.

Dans tout ceci, nous remarquons que les seuls victimes furent les cheminots révoqués. Nos sympathies vont à eux, et non aux politiciens arrivistes. Le Comité de Défense sociale pourrait peut-être s'occuper d'eux ?

P. Apdal, Strasbourg.

L'enfantement de la Société Libertaire

Il est de règle que, dans une conférence organisée par les camarades libertaires, un contradicteur pose la traditionnelle question : « Expliquez-nous le fonctionnement de l'organisation libertaire au lendemain même de l'insurrection victorieuse, au lendemain — dis-je — et non « quelques années, ou même quelques mois après ». Inévitablement, la réponse est la même : impossibilité de prévoir les conditions dans lesquelles se débattait l'insurrection, agitée d'aperçus et de considérations philosophiques. Eh bien, n'en déplaie à certains, cette réponse détruit très fréquemment le bon effet produit auparavant sur l'auditoire, par l'exposé du conférencier : c'est que le public, à une demande nette, réclame une réponse claire ; à une question positive, terre à terre, une réponse non moins positive, empreinte de réalisme. Or, la réponse toute philosophique que fait l'orateur anarchiste à son contradicteur, si elle émouvait l'auditoire par sa subtilité, ne le convainc pas. C'est cependant cela que nous cherchons.

Tout d'abord, dans « Germinal », puis ensuite dans sa brochure, Bastien a tenté de se dégager de cette erreur. Il a voulu dépasser les difficultés que rencontrera, sur le domaine positif, la nouvelle société en lutte avec la routine, la tradition et l'habitude. Il a fait voir l'opposition que fait naître tout changement dans les mœurs, la réaction enclavée par l'originalité de l'organisation collective.

Courageusement, il a écrit aussi, dans le « Libertaire » du 23 juillet dernier, que l'insurrection, par elle-même, ne peut créer la société telle que nous la voudrions voir : « Si la pratique de la libre disposition des produits — dit-il — ne peut être instituée au début... », il serait nécessaire alors de créer « une valeur d'échange, « établie en équilibrant l'effort de travail, « la fécondité naturelle, etc... ».

Mais quelle sera la base de cette valeur d'échange ? Quel en sera son fonctionnement et son mode pratique dans cette période transitoire ? Qui en garantira sa loyauté et sa durée ?... Autant de points qui restent à élucider. Néanmoins, l'entrée en l'arène des discussions, dans les milieux anarchistes, est propre à redonner confiance à ceux qui, jusqu'alors, s'étaient tenus à l'écart de l'effort de l'organisation libertaire, déçus et désespérés de voir la place prépondérante accordée à la décevante philosophie...

Il est temps, en effet, grand temps de s'occuper de l'économie, d'examiner ses travers et de baser notre agitation et la structure de l'organisation du pays immédiatement après l'insurrection, d'étudier les concessions — fatales, inévitables — qui peuvent, sans danger pour notre idéal, adapter celui-ci aux conditions de vie qui nous seront faites après le chaos inévitable et sauveur : la Révolution.

Ces concessions, quelles sont-elles ? Strictement d'ordre économique, surtout dans le domaine de l'échange.

Bastien a aperçu cet inconvénient, qui écrit : « Nous n'imaginons pas un avenir, surgissant par enchantement au lendemain du grand soir », qui affirme avec force que : « La période révolutionnaire ne crée rien par elle-même » qui déclare que « ...le passage de la production chaotique actuelle à une production rationnelle ne se fera pas non plus par miracle... » et qui pense « ...la production et les transports (devront) continuer à fonctionner par les méthodes actuelles jusqu'à leur adaptation au nouveau régime ».

Comme nous voici bien loin de l'optimisme béat et dangereux des nuageux philosophes ! Et comme ce matérialisme mesuré est bienfaisant ! Car, il faut l'avouer, si nos efforts ne portent pas au point où ils devraient nous conduire, si le gain ne compense pas — et de beaucoup — la perte d'énergie et d'activité dépensée par les compagnons anarchistes, la seule faute en réside dans notre répugnance à descendre des hauteurs serotines de la philosophie et à combattre dans l'arène plus rémunératrice — mais aussi plus fatigante — de la vie économique.

Le Congrès a effleuré cette question. Les critiques ci-dessus y eurent leur place et un débat s'ensuivit concernant la partie constructive immédiatement après le départ des forces autoritaires. Parmi les partisans de ce que l'on pourrait appeler le programme minimum de l'anarchie, et qui n'est — encore une fois — qu'une vue plus saine des réalités, parmi ces camarades, donc, les avis se sont partagés. Le point primordial — et avec juste raison — fut de savoir si l'on pourrait supprimer le bon d'échange. Qui l'on ne se méprenne point sur l'immense valeur de cette question : le public pourra-t-il, oui ou non, se passer de ce lien d'échange, pourra-t-il, du jour au lendemain, avoir recours au troc ? C'est

toute la vie de notre idéal qui se trouve renfermée ici. Car, si le troc institué brutalement succédait à la monnaie, est trop révolutionnaire et surprend désagréablement le peuple, c'est la confiance en l'anarchie qui quitte les milieux des travailleurs et rend ainsi possible le retour de l'autorité et le néfaste.

Bastien reconnaît que certaines provinces, certaines contrées seront réfractaires à la suppression du bon d'échange, mais il n'entrevoit que l'empirique solution d'accorder à ces contrées seulement la satisfaction de leur laisser le fonctionnement de la monnaie. Celle-ci n'aurait cours qu'en cas de paye, ne serait qu'une monnaie régionale et notre camarade Féréal appuie cette manière de voir en ajoutant qu'un procédé, propre, selon lui, à dégoûter de la monnaie les pays réfractaires au troc, serait de jeter à profusion cette monnaie sur ces pays rétrogrades. Quelle profonde erreur !

Comment n'aperçoit-on pas que cette manœuvre irait à l'encontre du but proposé ? Car il est élémentaire de prophétiser un échec certain de cette proposition : devant la perte constante du pouvoir d'achat du bon d'échange, les producteurs réfractaires garderaient par devers eux leurs produits et deviendraient par la suite de terribles ennemis intérieurs, faisant fort bien les affaires de l'ennemi extérieur.

Et même en s'imposant une limite limitée aux besoins, et ne subissant aucune fluctuation, les provinces réfractaires donneraient-elles confiance à des billets émis et garantis par une organisation qui ne leur inspire que défiance, si ce n'est même, haine ? Evidemment, non.

De plus, l'idée de la Révolution embrassant simultanément tous les pays du globe, tend heureusement à disparaître. Il nous faudra donc avoir des relations avec les pays restés sous l'ancien régime. Ceux-ci ne voudront échanger avec nous que de deux manières : le troc ou la monnaie. En ce dernier cas, ils n'accorderont une valeur qu'à un bon d'échange ayant cours dans toute la France et approuvé sans restrictions par tous les producteurs français, ce qui oblige à la monnaie nationale. Mais ce serait ici, si le bon d'échange est basé sur l'or, nous mettrons pieds et poings liés à la merci de la Finance internationale, et détruire ainsi les bienfaits de l'insurrection. Car l'or d'un pays n'a de valeur que suivant certaines conditions, dont quelques-unes sont la confiance des nationaux en cet or, sa quantité, son pouvoir d'achat à l'intérieur du pays, etc... De plus, les pays capitalistes détiennent une bonne partie de cet or : les Etats-Unis en ont déjà un stock formidable et il est à craindre que la Banque de France, prévoyant l'insurrection, n'exporte ses réserves métalliques. Ces deux manœuvres auraient pour conséquence de mettre entre les mains des détenteurs étrangers de l'or français, son pouvoir d'achat, de l'effondrer, rendant ainsi illusoire et dangereux son fonctionnement comme valeur d'échange, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Reste donc, pour l'étranger, le troc. Les pays vainqueurs de l'horrible terreur en essayent l'application par les fameuses « prestations en nature ». Mais ces prestations en nature seront en butte à la mauvaise volonté des producteurs étrangers. Nous savons aussi qu'une nation ne détient le titre de nation de premier rang qu'en tant qu'elle possède des monopoles. Or, la France n'en a qu'un : les phosphates et nous savons qu'ils nous viennent des colonies, de la Tunisie surtout. La Tunisie sera-t-elle arrivée à maturité pour vivre anarchiquement ? En ce cas, le troc international, basé sur la valeur phosphatée serait presque résolu. Mais on peut douter que les Tunisiens soient arrivés au degré d'évolution des métropolitains. Que ferons-nous alors ? Conserverons-nous les colonies contre le gré de ses habitants ? Les laisserons-nous à leur sort, c'est-à-dire en proie aux convoitises des financiers internationaux ?...

Quoi qu'il en soit, le problème du troc reste aléatoire, pour ne pas dire inopérant, impraticable.

Alors ?

Alors, il faut envisager cela sans peur : le troc, tant national qu'international, rendu impossible au lendemain immédiat de l'insurrection, la monnaie d'or dangereuse et illusoire, et trouver, de suite une solution au problème. C'est une question de vie ou de mort.

Remercions donc Bastien d'avoir attiré notre attention sur la difficulté de l'enfantement de la société libertaire, et, sans peur des mots, débarrassons-nous des préjugés anarchistes — car il y en a, hélas ! — et étudions loyalement et sans acrimonie les moyens propres à l'instauration de l'Idéal Anarchiste.

Nous publions la semaine prochaine une réponse à cet article par notre camarade Georges Bastien. N. D. L. R.

Petite Correspondance

Fins d'abonnements

Pour les inexactitudes concernant le service d'abonnement, écrire à Pierre Odéon. Moreau Trélat : abonnement Lejeune le 7 avril 1927.

G. Thomas, le 6 avril 1927. Moreau Lucien, le 1er avril 1927. Edmond Pasquel, le 30 août 1927. Roche J., le 30 août 1927. Alta Vienne, le 1er janvier 1927. Madame Michon, le 30 janvier 1927. Groupe d'étude Saint-Léon, le 30 août 1927. Blancoutte, le 30 février 1927. Vello Mandrill, le 30 mai 1927. Razat Félix, le 30 mars 1927. Beaudenon, le 30 janvier 1927. Gaude, le 30 juin 1927. Lamure Fouger, le 14 avril 1927. Pichon Paul, le 15 juin 1927. Boncourt, le 1er janvier 1927. Benza, Toulouse, le 14 avril 1927. Léon Jean, Toulouse, le 1er janvier 1927. Jean Schenel, le 14 avril 1927. Pierre Rabin, le 14 janvier 1927. Jolibois, le 1er octobre 1927. Biloq, à Lille, le 1er octobre 1927. J. Jourdan et Chatelet, le 1er janvier 1927. Abt Deschamps, fait. Buggias Thomas, en fait. Gerentes André, en fait. Lucien Graux, le 30 juin 1927. Roussel Robert, le 30 juin 1927. Beauvais Léandre, le 30 mars 1927. Guillon Gustave, le 30 juin 1927. Mousset, bien reçu envoi, merci. Lepol, — H. Vieux peut-être donner de ses nouvelles à H. Léger au journal ?

Alfred Dugenne, le 1er juillet 1927. Georges Caudard, le 28 mai 1927. René Martin, Henri Guennée, le 30 février 1927. Ruyal Lyon, le 30 février 1927. Ch. Araud, le 30 février 1927. Aristide Delon, le 30 février 1927. Jolis Henri, le 30 février 1927. Dumarthey, le 10 octobre 1927. J. Balada, le 9 octobre 1927. Cotte Riffet, le 10 octobre 1927.

LA VIE DE L'UNION

Comité d'Initiative de l'U.A.C. — Attention ! Réunion lundi soir, à la Librairie, 8, rue Louis-Blanc.

Que tous en prennent bonne note. Réunion exclusivement réservée à la Librairie sociale et à la Librairie internationale : l'Association.

CORRESPONDANCE DES GROUPES

Laurent, viens au C. I., de la Fédération samedi sans faute.

Trélazé : compte rendu expédié régulièrement. Rennes : impossible pour le 22, je te propose le vendredi 5 novembre.

Strasbourg : Je te fais parvenir quelques exemplaires pour la diffusion.

Toulon : j'ai versé les 50 fr. à l'Entr'aide.

Perpignan : attendu pour la correspondance.

Gien : l'expédition 100 manifestes.

Lagny : préparez la réunion convenue.

Adressez la correspondance à Pierre Odéon, 9 rue Louis-Blanc, Paris-10^e ; les versements au chèque postal Odéon Pierre 950-32, Paris.

PARIS-BANLIEUE

Fédération Anarchiste Communiste (Région parisienne). — Les 1.000 affiches de la tournée de conférences sont à la boutique. Les groupes peuvent les retirer et sont priés de faire un effort pour les frais. Le Groupe de Saint-Denis a déjà versé 50 francs. Les premières conférences ont eu lieu dans les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 13 et 14 arrondissements. Réunion du C. I. samedi à 20 h. 30, rue Louis-Blanc.

Pantin, Chichy, Puteaux, Romainville, Gargan, Bagnotet, Bouquet, Drancy sont priés de se faire représenter. Les camarades des 11^e et 12^e, également.

Boucher-Lemellieur.

Groupe des vendeurs. — Dimanche matin à 9 h. 30, rue Louis-Blanc.

Les camarades peuvent prendre leurs journaux dès le jeudi soir et se rendre directement sur les lieux de vente.

Jeunesse Anarchiste communiste. — Réunion mardi prochain. Discussion sur le meeting.

Groupe Anarchiste-Communiste des 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 12^e, 13^e arrondissements. Mardi prochain, à 20 h. 30 précises, boulevard de l'Hôpital. Organisation des groupes d'études sociales.

Groupe des 10^e, 11^e et 20^e. — Jeudi 21 octobre, à 20 h. 30, réunion au local du « Libertaire », 9, rue Louis-Blanc, Causerie par Odéon et préparation du meeting public.

Réveil du 42^e. — Vendredi 15, à 20 h. 30, rue Claude-Decaen, n° 67. Préparatif de la conférence. Vendredi 22, 154, avenue Daumesnil, conférence sur la morale et la philosophie anarchistes par Nadau.

Groupe du 15^e. — Ce soir, à 20 h. 30, 85, rue Mademoiselle ; causerie par Boucher, secrétaire de la Fédération.

Groupe des 17^e et 18^e. — Ce soir vendredi 15, à 20 h. 30, au 20, rue Ordener, réunion consécutive à la préparation du meeting pour le 23. Lecteurs du « Libertaire » sont priés d'assister.

Groupe de Boulogne-Billancourt. — Ce soir, vendredi 13, boulevard Jean-Jaures à 20 h. 30 précises. Compte rendu du C. I.

Pour la défense des huit heures à Orléans. — Il est interdit au personnel de la chocolaterie Rozan de pointer ses cartes de travail plus de quarante-huit heures par semaine.

Pour détourner la loi, les ouvriers de cette usine pour gagner de quoi vivre, sont obligés de retourner à l'usine faire quatre ou huit heures supplémentaires qui ne sont pas portées sur les feuilles.

L'inspecteur du travail, c'est très bien, mais avec la bureaucratie des exploitateurs et la faiblesse des travailleurs, cela n'est pas suffisant. Seul le Syndicat est capable de faire respecter les droits et de créer une conscience de classe pour qu'à l'avenir ces abus ne recommencent pas.

Travailleurs, rappelez-vous que les longues journées entraînent à la misère, à l'alcoolisme. Les courtes journées augmentent les salaires. Tous au Syndicat d'Orléans. Adhésions et cotisations le premier samedi de chaque mois. Assemblée générale chez Miremont.

Union des Travailleurs d'Orléans.

Groupe de Cligny. — Réunion tous les vendredis, à 20 h. 30, l'Internationale, 60, rue de Paris. Causerie. Bibliothèque.

Auguste est prié de rapporter les livres. V... sera prévenu.

Comité de Défense Sociale

Le Comité de Défense Sociale profite de l'occasion où il va, à nouveau, porter devant l'opinion publique le cas Sacco et Vanzetti, pour rappeler qu'il défend — comme il a toujours fait d'ailleurs depuis vingt-trois années — toutes les victimes de l'ordre social, sans distinction d'opinions politiques ou philosophiques.

Dans ces dernières années et sans vouloir remonter trop loin, le Comité a pris en mains la défense de Collin ; Germaine Berton ; Jane Morand ; Gaston Rolland, et quantité d'autres militants emprisonnés tels que : Tricheux, Bevent, Michel, Meurant et d'autres, qui, tout en étant moins connus, sont sortis de prison ou ont vu leurs peines diminuées ou ont été acquittés grâce aux efforts du Comité de Défense.

Sur le terrain international, l'action du Comité n'a pas été moins active ni moins efficace, ainsi qu'en témoigne l'agitation menée en faveur de Mateu et Nicola ; Bonomini, Castagna, Raphaël Torrès, Rodriguez, Sandoval ; les Espagnols de Bayonne et de Vera, et l'affaire encore en cours de Sacco et Vanzetti pour lesquels le Comité mène campagne depuis cinq ans et qu'il espère arracher aux bourreaux américains.

C'est dans cette intention qu'il organise une journée d'agitation à travers le pays les 30 et 31 octobre où une cinquantaine de meetings sont déjà prévus.

Ces derniers mois, l'activité en faveur de ces deux militants s'est accentuée. Une quarantaine de réunions se sont tenues tant à Paris qu'en banlieue et en province. Quelques milliers d'affiches, de tracts et de brochures ont été tirés et les frais pour cette seule action s'élèvent à 4.516 fr. 40.

Parallèlement à ces différentes affaires, d'autres iniquités ne manquent point de solliciter l'aide du Comité de Défense Sociale qui dans l'avenir comme par le passé ne faillira pas à la tâche qu'il s'est tracée.

Pour continuer cette action, le Comité fait appel à l'aide matérielle et morale de tous les militants et de toutes les organisations. Les fonds devront être adressés au camarade Courtinat, trésorier, 118, boulevard de la Villette, Paris ; et les lettres concernant les affaires dont le Comité devra s'occuper seront adressées au secrétaire Pommier, 120, rue Marcadet, Paris.

Groupe de Saint-Denis. — Les camarades de Stains, Pierrefite, Epinay, Ile de Saint-Denis, Villetaneuse, Villeneuve-la-Garenne sont priés d'assister à la réunion vendredi 15 octobre, à 20 h. 30, 4, rue Suger, à Saint-Denis. Organisation des conférences.

Groupe de Bezons. — Samedi 16 octobre, à 20 h. 30, tous au meeting, salle de l'ancienne mairie.

Gargan-Livry. — Le 30 octobre, à 20 h. 30, suite de la causerie sur le mouvement anarchiste en Russie.

PROVINCE

Groupe de Brest. — Le groupe anarchiste communiste poursuivant l'idée de constituer une fédération de Bretagne demande à entrer en relation avec les lecteurs du « Libertaire » des villes suivantes : Rennes, Fougères, Saint-Malo, St-Servan, St-Brieuc, Quimper, Morlaix, Lorient, Vannes, Hennebont, Nantes, Saint-Nazaire, Auray, etc. Ecrire au secrétaire du groupe U. A. C. René Martin, maison du Peuple, Bois de Boulogne, à Brest.

Groupe de Limoges. — Réunion mardi 19 octobre, à 20 h. 30, rue du Clos-Rocher. Tous présents.

Groupe de Bourges. — Réunion tous les jeudis soirs, n° 10, rue Emile-Deschamp. Lecteurs du « Libertaire », venez nombreux.

Groupe de Montreuil. — Samedi 16 octobre, à 9 h. 30 précises, réunion au café Malakoff. Présence indispensable de tous pour règlement des frais. Ceux qui ne pourraient se déplacer sont priés de faire le nécessaire vendredi.

Groupe de Trélazé. — La réunion qui devait avoir lieu dimanche est remise au dimanche suivant 24 octobre, par suite de l'organisation du meeting Sacco Vanzetti à Angers. Que tous fassent la propagande nécessaire pour la réunion du 24, salle de la Marchetière, à 9 h. 30 précises.

Groupe de Lille. — Tous les samedis, à 7 heures précises, réunion, 112, rue de Vazennes.

Charente et Vienne. — Les camarades lecteurs du « Libertaire » sont priés de se mettre en relation avec Ratinaud, à Fontaine (Charente), en vue de resserrer les liens pour fortifier l'U. A. C.

Groupe de Toulouse. — Tous les mercredis et samedis, à 20 h. 30, 16, rue du Peyron. Tous sont invités à assister à la réunion de samedi, Causerie sur la société libertaire, de George Bastien.

Groupe de Tours. — Réunion mercredi 20 octobre, à 20 h. 30, Bourse du Travail, 35, rue Bretonneau. On recevra les adhésions. Présence indispensable.

Groupe de Montpellier. — Tous les jeudis, à la Proletarienne, réunion des camarades. Journée Sacco-Vanzetti, tourées dans les quartiers de la ville. Les lecteurs du « Libertaire » ne manqueraient pas nos réunions pour la bonne marche du groupe.

Groupe d'Orléans. — Réunion ce soir 20 heures 30, au bureau de l'Etoile d'Or, place du Vieux-Marché.

Compte rendu de la réunion du 9 octobre. Causerie sur la société libertaire, par Raoul Collin ; voir page 10.

LANGUES ETRANGERES

Gruppo Pietro Gori. — Compagni e simpatizzanti sono invitati, per sabato sera 16 corrente nel solito locale, alla causerie che un compagno farà su l'opera Kropotkinska.

« Freiheit ». — Sympathisierenden Elms-Löthringens die unsere Bewegung und unsere Ziele kennen lernen möchten sind gebeten von der Gruppe « Freiheit » ans deutsch ansunkult zuverlangen : adresse Marcelle Carroche, 54, rue des Couronnes, Paris 20^e ; oder an den Sekretär P. Odéon, 9 rue Louis-Blanc, Paris 10^e.

